



CLUB AFRIQUE  
RÉSEAU AEGE

# AWALÉ



contact : [awale@aege.fr](mailto:awale@aege.fr)

[www.aege.fr/afrique](http://www.aege.fr/afrique)

# Mars 2025

## L'AWÉDITOALÉ

Chers lecteurs

Nous sommes ravis de vous présenter la deuxième édition de la newsletter du Club Afrique pour cette nouvelle année universitaire. Avec une équipe renforcée, nous continuons à explorer des sujets d'actualité incontournables. Ce numéro met en lumière des thèmes essentiels, tels que la situation autour du M23, le cas de Barrick Gold et l'ancrage du Mali dans le Sud global, la démocratisation des PayTech en Afrique, la position de Dangote en tête du marché nigérian, ainsi que le succès du Maroc dans le tourisme. Nous nous intéressons également aux IPO bancaires en Afrique et à leur rôle stratégique pour le développement et l'émancipation régionale.

Bonne lecture et bienvenue dans cette aventure !

L'équipe du Club Afrique.

### AU SOMMAIRE

Le cas Barrick Gold: Une illustration de l'ancrage du Mali dans le Sud Global.....	P.3
Les IPO bancaires en Afrique : stratégies d'intelligence économique pour le développement et l'émancipation régionale.....	P.4
Le paradoxe de Kimberley: avancées du M23 en RDC.....	P.5
Dangote en Pole Position : le Nigéria propulsé.....	P.6
La démocratisation des PayTech en Afrique, une solution de paiement rapide et adaptée au continent .....	P.7

# LE CAS BARRICK GOLD : UNE ILLUSTRATION DE L'ANCRAGE DU MALI DANS LE SUD GLOBAL

#INFLUENCE #ENJEUXDEPUISSANCE #GUERREINFORMATIONNELLE

## À SAVOIR

Ce mardi 14 janvier, la compagnie canadienne Barrick Gold a annoncé suspendre ses opérations sur le site aurifère de Loulo-Gounkoto, dans l'ouest du Mali. Début janvier, l'État malien a interdit à Barrick Gold d'exporter leur production aurifère au nom de "la défense des ressources économiques du pays et la récupération d'arriérés fiscaux d'environ 500 millions de dollars". Associé à cette interdiction d'exportation, l'État a saisi le stock d'or présent sur le site, soit 3 à 4 tonnes d'or, représentant 245 à 380 millions de \$. Le transfert de ce stock d'or vers une banque dépositaire malienne a provoqué l'arrêt des opérations. Le site de Loulo-Gounkoto emploie autour de 8 000 personnes locales et internationales et exporte environ 15 tonnes d'or d'une valeur d'environ 440 millions d'euros.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

L'année 2024 est une année de transition pour le Mali, avec une révision de ses partenaires traditionnels et de son code minier dans une logique de souveraineté et de bénéfices. Ce dernier permet à l'État malien de détenir jusqu'à 35% des parts dans l'ensemble des nouveaux projets aurifères et retire les exonérations fiscales. De son annonce de départ de la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) avec le Niger et le Burkina Faso et sa révision des accords avec les pays occidentaux, le cas Barrick Gold représente l'ancrage du Mali dans le Sud Global. En 2024, le Mali a annoncé la création de l'Alliance des États du Sahel (AES) avec le Burkina Faso et le Niger. Au-delà du volet économique, ce virage vers le Sud global du Mali prend place par les accords militaires signés avec la Russie en juillet 2024.

Le cas du Mali n'est pas isolé, le Burkina Faso annonce vouloir retirer des permis d'exploitations aux entreprises étrangères (encourage le départ de TotalEnergies en février 2025) pour redevenir souverain sur sa production. Tout comme le Niger qui a pris le contrôle des exploitations d'uranium de la mine de Somair appartenant auparavant à l'entreprise française Orano. Témoin de cette volonté de souveraineté, l'AES souhaite remplacer le FCFA au profit d'une monnaie commune et a mis en place un passeport spécifique à l'organisation régionale.

Ces exemples représentent la perte d'influence du modèle occidental – représenté aussi bien par la France que la CEDEAO – au profit du Sud global en Afrique de l'Ouest. Cette appartenance prend place dans de nombreux accords, tant économiques que militaires avec des acteurs alternatifs de la vision occidentale dans la région (Turquie, Russie, Chine ou Inde). L'AES se place comme un nouvel acteur, membre du Sud Global face aux occidentaux.



**Barrick Gold, Janvier 2025 -**  
[Barrick Update on Loulo-Gounkoto Operations in Mali](#)

# LES IPO BANCAIRES EN AFRIQUE : STRATÉGIES D'INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'ÉMANCIPATION RÉGIONALE

#DÉVELOPPEMENT #DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

## À SAVOIR

En 2025, plusieurs banques africaines prévoient d'entrer dans des bourses nationales et internationales, marquant une étape significative pour le secteur financier du continent. Parmi ces institutions, on retrouve BGFI Holding à Libreville, Commercial Bank à Douala, BNA Assurances à Tunis ainsi que la Banque de développement local (BDL) à Alger. Ces introductions boursières marquent l'émancipation progressive du continent, du fait de la démultiplication des investisseurs, dans un secteur qui a longtemps été le pré carré des Anglo-saxons.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

Ces opérations permettent d'attirer des investissements étrangers, de mobiliser l'épargne locale et de financer des projets de développement. L'exemple de BGFI Holding au Gabon illustre cette dynamique. Son introduction à venir en juin 2025 au sein de la Bvmac (Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique centrale) a permis de stimuler la Bourse et a attiré des investisseurs internationaux, contribuant ainsi à la croissance économique du pays. Sous réserve des autorisations réglementaires. L'IPO pourrait lever entre 80 et 100 milliards FCFA (soit environ 170 millions de dollars).

Cependant, l'influence persistante de l'État dans certains pays, comme l'Algérie et le Cameroun, nuance les volontés de libéralisation des acteurs privés. Ces États détiennent encore aujourd'hui une majorité des parts d'investissement au sein des principales banques nationales.

Il existe aujourd'hui une tension entre l'objectif de modernisation du secteur financier et la réalité de ces marchés financiers souvent minés par les différents conflits géopolitique que connaît le continent. L'introduction en bourse de la BDL en Algérie est présentée comme une étape importante pour le développement du secteur financier. Cependant, la Bourse d'Alger ne compte à ce jour que six titres sur le marché principal, ce qui limite l'impact réel de cette opération. Pour que l'introduction en bourse de la BDL ait un impact significatif, il faudrait d'une part qu'elle s'inscrive dans une stratégie plus large de développement du marché boursier algérien, mais aussi que d'autres entreprises suivent son exemple et que la Bourse d'Alger attire davantage d'investisseurs. Malheureusement la situation géopolitique actuelle de l'Algérie peine à donner confiance aux différents investisseurs économiques.

En plus des banques déjà mentionnées, plusieurs autres banques pourraient suivre ces introductions en bourses dans les années à venir. La First Bank of Nigeria prévoit de s'implanter dans plusieurs marchés africains en 2025, notamment en Éthiopie, en Angola, au Cameroun et en Côte d'Ivoire. African Bank a de son côté repoussé son introduction en bourse à 2028. En effet, malgré la volonté d'un grand nombre d'acteurs de valoriser leurs sociétés en bourse. Les réglementations légales ainsi que les situations régionales et internationales apparaissent souvent comme des éléments dissuasifs qui viennent mettre en difficulté la mise en place d'une stratégie générale africaine dans la dynamisation de ses secteurs économiques.



**Financial Afrik - 13/01/2025**

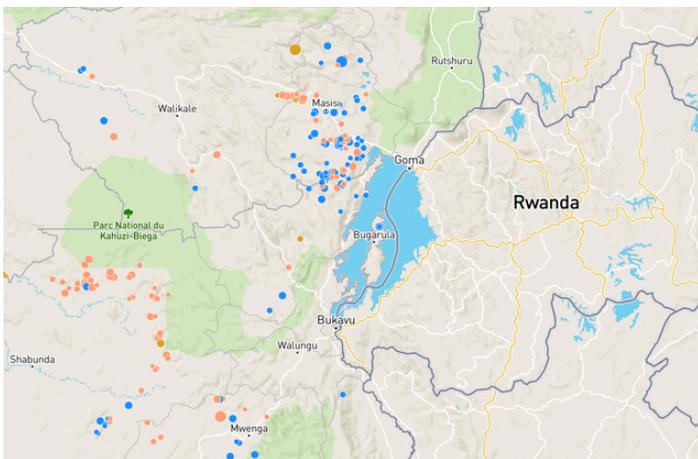
*Expansion régionale : voici les 4 marchés cibles de First Bank pour 2025 en Afrique*

## À SAVOIR

## #ENJEUXDEPUISSANCE #EXTRACTION

Depuis 2012, le Rwanda et la République Démocratique du Congo (RDC) s'affrontent à travers le Mouvement du 23 Mars (M23), un groupe armé congolais entré en rébellion contre le gouvernement et soutenu financièrement par le Rwanda. Ce conflit s'articule autour de l'exploitation des ressources naturelles, notamment le coltan et les diamants, qui sont revendus sur le marché international au profit du gouvernement rwandais. Après une période de relative inactivité entre 2013 et 2021, le M23 a repris de l'ampleur dans les régions du Nord et du Sud-Kivu, aboutissant à la prise de la ville stratégique de Goma le 27 janvier. Le groupe contrôle désormais une grande partie de ces provinces, entraînant une aggravation des violences et la mort d'au moins 3500 personnes et blessé environ 2800 autres (ACLED). De plus, l'ONU rapportait que plus de 400000 personnes avaient été déplacées en seulement trois semaines. Cette avancée militaire semble répondre à des enjeux plus larges que la seule exploitation minière, notamment une volonté d'influence régionale du Rwanda et une pression stratégique sur le gouvernement congolais.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR



Le groupe armé M23 a pris le contrôle de plusieurs mines en RDC, exploitant illégalement des ressources telles que l'or et les diamants. Ces ressources sont ensuite acheminées vers le Rwanda, contournant le Processus de Kimberley. Les revenus issus de ces minerais servent principalement à financer l'armement et les opérations militaires du M23, renforçant ainsi son emprise territoriale et sa capacité à défier le gouvernement congolais.

L'exploitation des mines est réalisée par différents acteurs : des paysans locaux cherchant un revenu, des orpailleurs venus d'autres régions de la RDC et des groupes armés imposant leur contrôle sur les sites miniers. La prise de Goma dépasse la seule question économique et s'inscrit dans une stratégie régionale visant à renforcer l'influence du Rwanda dans l'est de la RDC, tout en affaiblissant Kinshasa politiquement et militairement.

La compagnie américaine AB Minerals a annoncé que la première usine de traitement de coltan en Afrique ouvrirait au Rwanda d'ici 2017, mais radiée depuis. Une nouvelle surprenante lorsque l'on sait que le Rwanda n'est pas un grand producteur de ce minerai, mais en reste néanmoins le premier exportateur mondial. Cette situation s'explique en grande partie par l'importation illégale de coltan extrait en RDC, notamment dans la région du Kivu, où des groupes armés, y compris le M23, imposent leur contrôle sur l'exploitation minière. Ce phénomène met en évidence les lacunes des mécanismes de traçabilité et soulève des interrogations sur le rôle du Rwanda dans l'économie des minerais de conflit.

Pour réellement lutter contre l'exploitation illégale des ressources naturelles en période de guerre, il est nécessaire d'élargir la définition de minerais de conflit afin d'inclure toute extraction liée à des violations des droits humains ou au financement de groupes armés.



**Jeune Afrique - 17/01/2025**

RDC-Rwanda : la mine de coltan de Rubaya au cœur du financement du M23

# DANGOTE EN POLE POSITION : LE NIGÉRIA PROPULSÉ.

## À SAVOIR

#POSITIONNEMENT STRATÉGIQUE, #CONCURRENCE  
#DIVERSIFICATION DES ROUTES COMMERCIALES

Le Nigéria s'impose comme un acteur clé en Afrique de l'Ouest grâce à la méga-raffinerie Dangote, située à Lekki près de Lagos. Avec une capacité de 650 000 barils par jour, ce projet vise à réduire la dépendance du pays, premier producteur de pétrole brut du continent, aux importations de produits raffinés. En modernisant ses infrastructures énergétiques, le Nigéria pourrait renforcer sa position de hub régional, approvisionnant les pays voisins et attirant des investissements stratégiques.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

La raffinerie Dangote marque un tournant stratégique pour l'autonomie énergétique du Nigéria. À l'échelle régionale, elle positionne le pays comme un acteur clé de l'intégration économique en Afrique de l'Ouest. En approvisionnant le Ghana, le Bénin et le Togo, le Nigéria se projette comme un hub énergétique majeur, capable de répondre à la demande régionale en produits raffinés. Cette dynamique renforce son influence économique et géopolitique tout en attirant des investissements stratégiques, consolidant son rôle de moteur régional et stimulant les échanges au sein de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

En parallèle, le projet joue un rôle central dans la stabilisation des approvisionnements énergétiques pour les pays voisins, réduisant ainsi leur dépendance aux importations extra-africaines et favorisant une intégration économique régionale plus profonde. La construction de la raffinerie a mobilisé des expertises étrangères, avec des entreprises comme Honeywell UOP (équipements de raffinage, États-Unis d'Amérique) et MAN Energy Solutions (turbine à gaz, Allemagne) pour les infrastructures et équipements.

Par ailleurs, en augmentant ses capacités de raffinage localement, le Nigéria limite son exposition aux incertitudes des marchés mondiaux, notamment les variations de prix et les perturbations des chaînes d'approvisionnement, ce qui favorise également le développement industriel national. Une réduction des importations de produits pétroliers raffinés allégerait la pression sur la monnaie nigériane, le naira, en diminuant la demande de devises étrangères pour l'achat de ces produits.

Malgré le dynamisme autour du projet La NNPC (Nigerian National Petroleum Corporation) voit ses revenus concurrencés par la raffinerie Dangote, bien qu'elle détienne une participation de 20 % dans le projet. La réussite de ce projet repose sur une gouvernance qui doit être judicieusement bien menée, avec Dangote comme figure et défenseur de ses intérêts. Cette transformation réduit les coûts de production, soutient les industries locales, crée de nombreux emplois directs et indirects, et stimule une croissance économique durable. Si la raffinerie Dangote tourne bien, elle pourrait durablement transformer le secteur énergétique du Nigéria, tout en redéfinissant son rôle de leader régional et en renforçant son influence sur la scène mondiale.



**Le Monde - 21/10/25**

[Au Nigeria, la mégaraffinerie d'Aliko Dangote tiendra-t-elle ses promesses ?](#)

# LA DÉMOCRATISATION DES PAYTECH EN AFRIQUE, UNE SOLUTION DE PAIEMENT RAPIDE ET ADAPTÉE AU CONTINENT

#IN #FLUENCE #UKRAINE #STRATEGIE DE PUISSANCE #

## À SAVOIR

Les systèmes de paiement instantané (SPI) restent fragmentés, avec de nombreux acteurs, principalement des banques de détail nationales et internationales (Standard Chartered Bank, Orange, Citibank...) investissant dans ces solutions sans interopérabilité généralisée, sauf dans certaines zones comme l'UEMOA, le GIMACPAY, le TCIB et le PAPSS. On distingue deux catégories de SPI : ceux basés sur des monnaies locales convertibles et ceux adossés à des monnaies virtuelles, le Nigeria étant le seul pays africain utilisant cette dernière.

## CE QU'IL FALLAIT VOIR

L'Afrique compte environ 300 acteurs financiers, dont 31 proposent des SPI dans 26 pays, avec 27 autres en développement. Trois systèmes régionaux (GIMACPAY, PAPSS, TCIB) couvrent 28 pays, tandis que des organisations internationales africaines comme la Comesa, la Cedeao, la CAE et l'UEMOA travaillent à leurs propres solutions. Malgré la compétition, des partenariats public-privé émergent sous l'impulsion des besoins croissants et de l'initiative des services publics. Ce sont 60% des SPI qui sont sujets à un partenariat public-privé entre une banque de détail et une banque centrale. Par exemple en Tanzanie le SPI dénommé TIPS regroupe la Banque Centrale, banques de détail, OAM, fintechs et la Tanzania Bankers Association).

L'essor des SPI est favorisé par la faible bancarisation, 50 % de la population ne possède pas de compte bancaire et l'adoption rapide des smartphones et d'Internet. Ce marché en pleine expansion, renforcé par la crise du Covid-19, affiche une croissance annuelle de 37 % entre 2019 et 2023. Certains experts estiment que d'ici 2030, ces services couvriront tout le continent, bien que leur adoption généralisée prendra plus de temps.

Les gouvernements y voient un levier de développement pour les zones reculées et un outil de lutte contre le blanchiment d'argent et la criminalité grâce à une meilleure traçabilité des transactions. Toutefois, la compétition entre acteurs privés pour dominer ce marché reste féroce, et les enjeux d'accession aux Paytech demeurent largement méconnus. Parmi les acteurs privés il faut compter la grande majorité des banques nationales d'Afrique, de nombreuses sociétés spécialisées en Fintech, les banques internationales non africaines et des industriels.



**Jeune Afrique** - 31/12/2024

Pionnière du paiement instantané, l'Afrique se cherche encore un système commun